



## LA FAILLITE BRITANNIQUE

La conférence impériale britannique dont nous annonçons les travaux dans un précédent article (1) n'a pas eu seulement une influence considérable sur le cours actuel de la politique anglaise : elle a manifesté en quelques semaines l'ensemble des problèmes qui se posent au capitalisme britannique et les principales solutions contradictoires et irréalisables qui ont nourri les controverses politiques d'Outre-Manche durant cet hiver.

### L'ANGLETERRE ET LE CONTINENT

Quelle était la situation de la Grande-Bretagne à la veille de la Conférence Impériale ?

L'Angleterre du siècle de Victoria, l'Angleterre de Disraëli, telle que la connut Karl Marx, était l'atelier de l'Europe et d'une partie du monde, et la capitale du marché financier. La liberté des échanges était la doctrine qu'elle avait imposée par son prestige à tous les Etats modernes : car partout où s'ouvraient des marchés s'étendait la domination britannique. La politique anglaise demeurait, ainsi, invariable : assurer par les rivalités nationales ou par des guerres l'équilibre (c'est-à-dire la neutralisation réciproque) des puissances européennes.

Le développement du capitalisme et sa concentration en monopoles renversèrent les conditions de cette politique. Dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe capitaliste grandit si rapidement qu'il fallut à tout prix étendre de par le monde le champ d'action de chacun des capitalismes nationaux. L'impérialisme était né avec les monopoles, dont il est l'aspect politique (2). L'impérialisme, c'est la négation du libre-échange, la division de l'Europe et du monde en domaines jalousement fermés par des barrières douanières protégeant des industries rivales. C'est pour rétablir l'hégémonie anglaise malgré ces conditions nouvelles que Joseph Chamberlain rêva de fonder l'union des peuples britanniques de l'univers, et favoriser la réunion périodique des Conférences Impériales où se retrouvent tous les premiers ministres britanniques. Nous avons indiqué comment le groupement politique de capitalismes naissants (dominions) et d'un capitalisme engagé à fond dans la lutte impérialiste (Angleterre) était paradoxal, impossible à réaliser. Chamberlain échoua et l'Angleterre s'en tira par l'Entente Cordiale et en maintenant coûte que coûte sa règle navale du « two power standard », c'est-à-dire égaler par sa flotte les marines combinées des deux plus grandes puissances maritimes. L'accroissement formidable des escadres allemandes contraignit l'Angleterre dans les dernières années qui précéderont la guerre, à remplacer cette formule par celle du « two Keels to one », c'est-à-dire régler sa force navale au double de celle de la plus puissante marine.

Ainsi, dans la période initiale (coloniale) de l'impé-

rialisme, l'Angleterre maintenait par la course aux armements une suprématie politique qui, au temps du libre-échange, était fondée normalement sur sa suprématie économique.

### L'ANGLETERRE APRES LE TRAITE DE VERSAILLES

Quand Wilson eut raté son vaste projet de colonisation financière des peuples européens (et autres), on put croire que la guerre avait rétabli l'hégémonie britannique en Europe. Le seul riche butin colonial (le Proche-Orient) semblait tomber fatalement dans son domaine, et, forte de cet accroissement de puissance, elle espérait faire payer par une subordination complète la sécurité militaire qu'elle aurait concédée à la France épuisée de sa victoire.

Le tournant fut la chute de Briand en pleine conférence de Cannes. Dès lors, dirigé par l'ambition formidable du Comité des Forges, le gouvernement français allait placer l'Angleterre devant un nouveau problème européen.

Le traité de Versailles selon Lloyd George instaurait la colonisation de l'Europe Centrale au bénéfice du groupe des vainqueurs, eux-mêmes soumis à l'Angleterre (puisque l'Amérique faisait cavalier seul). Autrement dit l'exploitation de l'Europe par l'Angleterre recommençait selon une formule nouvelle, bien éloignée du libre-échange du temps de Disraëli : en réalité, un *semi-colonialisme* drainant à la Cité de Londres les bénéfices acquis par les profiteurs germaniques et par les Etats de l'Entente. C'est en vue de cette hégémonie imminente que l'Angleterre consentit les plus durs sacrifices pour hausser le cours de la livre sterling, afin de reconquérir le contrôle de l'or mondial, en un mot être digne de la souveraineté que lui offrait de nouveau l'Europe.

Mais la France avait, depuis l'armistice, consolidé ou fondé de puissants monopoles, par conséquent créé les conditions d'un impérialisme intransigent. L'action séparée de Poincaré réalisa cette éventualité que nul ne pouvait prévoir en 1919 : la colonisation des peuples vaincus ne peut s'instaurer pacifiquement au profit d'un groupe de capitalismes vainqueurs ; elle nécessite une phase préparatoire comportant des actions politiques divergentes.

Dans un remarquable article de la *Vie Ouvrière*, Robert Louzon a expliqué pourquoi le capitalisme britannique ne se prête pas à la concentration en monopoles : ses houillères pour des raisons techniques, ses textiles par les nécessités mêmes de la production du coton. C'est indiquer pourquoi l'Angleterre n'a pas et ne peut pas avoir de politique européenne puisque le statut futur de l'Europe est actuellement l'enjeu d'actions impérialistes durement définies par les intérêts des monopoles allemands, français, américains. Entre ces rivaux parfaitement adap-

tés aux règles actuelles du jeu, l'Angleterre flotte, hésite, parce que son jeu, sa formule de prospérité, suppose le capitalisme « normal », pré-impérialiste, favorable au libre-échange. C'est pourquoi la Conférence Impériale de 1923 a été une véritable consultation demandée par l'Angleterre désemparée à ses nations-filles.

### L'ANGLETERRE HESITE

Tandis que le Comité des Forges agissait, qu'avait fait Londres ? Bonar Law avait accepté tacitement l'aventure de la Ruhr, se fondant sur la vieille politique traditionnelle : laisser les nations du continent s'entre-détruire afin de les asservir ensuite. On pouvait croire, en effet, que les mines et l'industrie anglaises allaient profiter de l'étranglement de l'Allemagne. Il n'en fut rien. Le franc baissa et c'est actuellement l'industrie française qui accapare le marché britannique ! Que faire ?

La conférence s'ouvrit sur un discours prétentieux de Lord Curzon où la vieille diplomatie anglaise, battue, rejetait rageusement sur l'adversaire Poincaré les responsabilités du marasme général. Aucune proposition nette. La parole était aux Dominions.

La Conférence avait sur son bureau un projet (le vieux projet de Chamberlain) prévoyant la constitution d'une intime unité douanière entre les diverses nations de l'Empire. Faute des marchés européens, Londres espérait s'assurer son propre marché impérial. Bruce, premier ministre australien, répondit durement. Il acceptait le principe de la préférence accordée aux produits de la métropole, mais exigeait la réciprocité. L'Empire britannique allait-il alors se fermer jalousement comme une Chine médiévale ? Tout le monde vit l'impasse : jamais l'Empire lui-même ne constituera pour l'Angleterre un marché suffisant.

Alors changement de front. Si la baisse des devises européennes enlevait à l'Angleterre ce marché européen dont elle ne peut se passer, pourquoi ne pas le reconquérir en baissant la livre sterling ? Cette proposition renversait toutes les directives britanniques de l'après-guerre. Renonçant à reconquérir le contrôle financier mondial puisque l'Europe ne serait pas colonisée à son profit, l'Angleterre se laissait tenter par la politique opportuniste du capitalisme allemand ; en baissant la livre, les Dominions auraient, eux aussi, trouvé des acheteurs dans les cinq parties du monde. Ainsi chacun aurait été sauvé. Oui, sauf le consommateur britannique et les financiers de la Cité. Ceux-ci eurent vite fait d'amorcer dans le public une vague d'opposition contre une politique se traduisant fatalement par une hausse rapide du prix de la vie. Cette opposition s'étendit aisément en campagne contre le « préférentialisme », les barrières douanières, qui auraient sur les prix d'alimentation le même résultat.

Que faire ? Restait à jouer franchement de la puissance politique acquise afin d'arrêter à tout prix la colonisation française du continent. Londres en était incapable. Ce fut le Dominion le plus intéressé au commerce extérieur — l'Afrique du Sud — qui en prit l'initiative par la voix de son Premier, le général Smuts. Son discours prit l'allure d'une menace directe contre la France, et M. Baldwin (toujours à la remorque de tout le monde) lui donna l'investiture officielle en proposant à Poincaré un comité d'experts et en le priant, comme un enfant qu'on veut fesser, de réfléchir « une fois, deux fois, trois fois ».

### L'AMERIQUE ENTRE EN JEU

Poincaré a eu peur. Il a cédé, quitte à refuser en détail — vieille histoire. — Il a cédé non pas à cause de la revue navale tapageuse de l'armada britannique, non par

peur de Baldwin, ni de Smuts, mais parce que, cette fois, les Etats-Unis ont marché.

Les Etats-Unis attendent patiemment que l'Europe tout entière soit bonne à coloniser. L'Europe a refusé le semi-colonialisme financier à la Wilson. Il faut donc attendre qu'elle tombe assez pour en venir au colonialisme tout court, comme celui que Poincaré rêve d'instaurer en Allemagne. Mais pour cela, il faut éviter que la France ne prenne le contrôle de l'industrie européenne. D'où l'entrée en jeu soudaine de l'Amérique. Cette action n'est qu'un début. Si la France se rebelle, refuse de « s'entendre », l'Amérique peut encore financer une armée allemande de revanche. L'accord à cet égard est tout préparé : malgré l'effondrement du mark, l'Allemagne demeure, en 1923, le plus gros acheteur (et de loin) du coton américain. Cela veut dire quelque chose ! Aussi attendons-nous de plus en plus à voir le Quai d'Orsay négocier moins avec Downing-Street qu'avec Washington.

Conclusion : malgré le cours de la livre, malgré la flotte de Portsmouth, l'Empire britannique suit rapidement le sort de l'Europe. Il n'a pas su la coloniser ; il arrivera probablement à empêcher la France de réussir cette superbe affaire. Peu à peu, la ruine des vainqueurs rétablit la fatale unité européenne : une unité, cette fois, de misère, où toutes les solutions capitalistes auront successivement fait faillite. Alors, l'Europe entière comprendra la prédiction de notre Raymond Lefebvre : « La révolution ou la mort ».

GEORGES MICHAEL.

(1) *Les Rêves malheureux de John Bull* (n° du 15 octobre 1923).

(2) Rappelons de nouveau le livre admirable où Lénine l'a démontré : *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*.

### A nos Abonnés et à nos Lecteurs

La réorganisation de notre revue s'achève. Tant au point de vue de la rédaction que de la présentation, nous envisageons de nombreuses améliorations. Nous espérons même que d'ici peu, « Clarté » va pouvoir reprendre son ancienne formule : 24 pages de texte illustrées et la couverture de couleur que nous avions du abandonner dans un moment difficile.

Mais cet effort qui va nous imposer des charges nouvelles doit être soutenu par nos lecteurs et nos abonnés. Nous ne leur demandons pas des sacrifices nouveaux. Nous leur disons simplement : « Prouvez-nous votre attachement et votre confiance en vous occupant activement de la vie de « Clarté ». **RENOUVELEZ VOTRE ABONNEMENT** dès que vous aurez reçu notre circulaire. Une petite négligence de votre part peut nous causer, à nous qui vivons presque exclusivement de nos abonnés, de graves ennuis. Et aussi cherchez inlassablement autour de vous des sympathisants susceptibles de grossir sans cesse notre public. A ces conditions seulement « Clarté » pourra, sous son ancienne forme, continuer son action culturelle plus que jamais indispensable pour poser en face d'une civilisation pourrissante les bases du nouvel ordre moral qui sera prolétarien ou ne sera pas.

